

rondissement de Perpignan — mis à pied pour ce fait et pour deux mois, par le préfet des Pyrénées-Orientales — avait pris l'initiative d'une réunion publique et, devant ses administrés réunis, pour la plupart ouvriers agricoles, s'était livré — je cite l'article — « comme en proie à une sorte de frénésie, aux pires violences, faisant de son écharpe municipale l'étendard du sabotage, exhortant ses auditeurs à défoncer les routes, à bousculer les chemins, à empêcher ainsi les vigneronniers à rentrer leurs vendanges. » Et comme grisé par sa propre éloquence, il avait offert aux saboteurs de se mettre à leur tête ».

Incidentement, dans ma conversation avec Falourd à propos de la *cherté de la vie*, il me semble avoir parlé de ce maire roussillonnais dont Lucien-Victor Meunier dit qu'il « n'est pas un méchant homme, mais un malade travaillé par le microbe de la sténchère ». Une mise au point de son rôle est nécessaire et vous verrez comme sa pensée était claire et logique et combien il avait raison dans le *modus vivendi* que, pour cette année, il offrait aux habitants de sa commune, propriétaires et salariés.

Le vin est cher, très cher, je dirais même horriblement cher et j'expliquerai tout à l'heure les circonstances de cette cherté. Authier, en brave homme qu'il est, pensa le plus humainement du monde que tous ayant été à la peine, tous devaient être au profit. Les salariés avaient donné leur quote part d'efforts et de sacrifices quand la *mévente* souleva les départements méridionaux. Les cours étant, cette année, largement rémunérateurs, pourquoi le profit serait-il empoché par les seuls propriétaires, et pourquoi les ouvriers n'y participeraient-ils pas ?

C'est dans ces intentions conciliantes qu'il convoqua la réunion qui lui vaut ses deux mois de suspension. Il comptait naïvement que les propriétaires se dérangeraient pour se rendre à son appel et comme bien l'on pense, il fut déçu. C'est alors qu'il préconisa la grève des vendangeurs, la grève avec *picketing*. Là encore, il apparaît qu'il n'eut pas de grands résultats, la grève finit en eau de boudin.

Voilà tout le sabotage auquel s'est livré ce maire paysan et voilà l'exposé du fait dont s'empare le fils d'un fourrier célèbre pour nous dire que les saboteurs ne sont pas des ouvriers, ni des socialistes — tandis que lui serait l'un et l'autre par hasard ? — et il ajoute que les théoriciens sérieux du socialisme, Jules Guesde en tête, ont toujours dénoncé comme nuisibles au développement de l'idée socialiste les agissements anarchistes.

Les saboteurs, dit encore le rédacteur en chef de la *France*, sont des « brutes malfaisantes, dévastatrices, détruisant sans savoir pourquoi ou plutôt ne le sachant que trop » et là perçe le bout de l'oreille ; il nous parle de Romieu qui, en 1881, préparait par son *Spectre rouge* l'opinion publique savamment cuisinée et terrorisée au Coup d'Etat de Décembre.

Nous savons maintenant pourquoi il a intitulé son article *Le Spectre Noir*, et comment le *Spectre Noir*, ce n'est plus le cléricalisme, mais l'anarchie. Cependant, sans être trop curieux, nous voudrions bien savoir, comme dit la chanson, pourquoi M. Lucien-Victor Meunier s'occupe de vigneronniers et flétrissent le sabotage, n'a pas vu où nichent les saboteurs et semble ignorer un sabotage qui crève les yeux ? Serait-il atteint de cécité ?

Le vin qui était à quinze francs l'hectolitre au printemps dernier, a dépassé cinquante francs à la fin de l'été. Il atteint un prix qu'au plus fort de la période phylloxérique il n'avait jamais atteint. Les vins de 1909 se vendent 120 francs la pièce de 220 litres en Lot-et-Garonne. Les vins nouveaux après la décuaison valent 90 et cent francs.

De cela, M. Lucien-Victor Meunier se fout. Son cellier doit être abondamment approvisionné et nul ne le rencontre dans les rues de Bordeaux une bouteille à la main, allant chercher chez le gargarier ou l'épicier le plus proche le litre de gros bleu pour le repas de la famille. Il se moque que des spéculateurs sans vergogne aient au printemps rafié la récolte dans les trente francs la pièce pour la revendre à 120. Ce sabotage le laisse froid. Il n'est pas antisocial, antihumain et antifrançais, comme le prétendu

« bousculage » des chemins de Cornella de la Rivière.

Qu'importe au Monsieur que le commerce, pour maintenir la hausse, ait acheté sur souche la presque totalité de la récolte du Bas Languedoc et de l'Algérie ? Qu'est-ce que ça peut lui faire que le gouvernement interdise — pour que le vin se vende cher — la circulation des piquettes sur le territoire républicain ? qu'il frappe de droits exorbitants les raisins secs ? C'est bien le cadet de ses soucis.

Le vin est cher. Eh bien ? Est-ce qu'un clergymen Yankee dont le nom m'échappe, n'a pas dit, lors de la grève de 1886 à Chicago qui coûta la vie à nos bons camarades, que les ouvriers peuvent vivre avec du pain sec et de la bonne eau ?

Et s'ils ne sont pas contents, n'y a-t-il pas des tribunaux, des prisons et des coups de fusil à leur service ?

C'est avec ces armes que Briand va maintenant à la bataille. Ça vaut mieux que les piques d'autrefois. Quant au sabotage, c'est un phénomène de régression, voilà tout.

Les saboteurs ne sont pas des ouvriers ni des socialistes. Eh non, estimable plume, ce sont en l'occurrence des commerçants et des voleurs, c'est-à-dire tout ce qu'il y a de plus bourgeois.

Le père Barbassou.

Chez les Justiciards

Maurice Imbart, poursuivi comme gérant de l'Anarchie, vient de se faire décerner un an de prison par la Cour d'assises de la Seine.

« Outrages et diffamations envers l'armée. »

Un épisode de plus dans la bataille menée, depuis toujours, par les anarchistes de toutes nuances contre la gangrène militaire et patriotique.

Ce n'est pas cette condamnation non plus qui enrayera une propagande que les événements nous font voir de plus en plus indispensable.

Plus nos gouvernements mettent insolentement la force armée et la discipline militaire au service des princes de la finance et de l'exploitation, plus apparaît nécessaire de désagréger cette armée, de détruire cet esprit d'obéissance imbécile qui fait la force suprême des rois Rothschild et des Briand, leurs larbins.

Au cours de l'audience de mardi dernier, l'avocat général Peyssonnie s'est cru obligé de rééditer l'anecdotique classique :

« On se demande vraiment si les gens qui écrivent de pareilles choses ne sont pas payés par les ennemis de la France. »

Hélas ! ce boniment-là est aussi usé que les boniments légalistes du P.S.U. L'on sait trop aujourd'hui que les « ennemis de la France », les bourgeois allemands, sont de cœur avec les Briand, Peyssonnie et autres sauveurs de la Patrie Française.

Honnête Matin, qui reproduit si complaisamment la tirade du goulart Peyssonnie, il n'y a pas si longtemps que par de copieusement extraits tu nous faisais savoir la joie de la presse nationaliste allemande, acclamant la victoire de Briand, vainqueur de l'hydre anarchiste. Ce jour-là, où étaient les amis des « ennemis de la France » ?

Quant aux gens effectivement payés pour de sales besognes, il n'en manque pas. Sans parler de l'honnête Matin et du restant de la presse honnête, il y a, par exemple, le Peyssonnie en personne et toute la clique des justiciards. Il y a les gens qui se font des rentes à fabriquer journalièrement de la souffrance humaine ; il y a les pourvoyeurs largement rétribués de la prison, du bagne et de la guillotine. Toute cette magistrature, grassement stipendiée pour exercer les sales et lâches vengeances bourgeoises sur tous les réfractaires sociaux, sur tous les révoltés inconscients ou consentants.

Mais le flot anarchiste monte, qui bientôt balayera avec l'ignominie militaire, avec la hideur du capitalisme, toute la turpitude des gens de Loi, parlementaires, mouchards et magistrats.

Pétrus.

L'apaisement

Notre camarade Gorion, condamné en septembre à la suite des événements de Margency à trente mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour, vient de se voir enlever le régime des détenus politiques qui, jusqu'à ce jour, lui avait été accordé, tant à Pontoise qu'à la Santé.

Nous ne comprenons pas qu'après l'avoir reconnu comme détenu politique, l'on puisse du jour au lendemain le soumettre au régime du droit commun sans même dire pourquoi.

Ce sont là des actes dignes d'un gouvernement tayloriste. Contre cet odieux arbitraire, il est du devoir pour tous les gens de cœur de s'élever.

Ohé la Ligue des Droits de l'Homme, les gouvernants tortionnaires de notre belle République vous préparent de la besogne. C'est l'heure de vous montrer.

LOIS PATRONALES

La victoire du traître Briand va lui permettre de pousser activement le vote de ses « lois sociales » destinées à étrangler les syndicats au profit de la classe exploitrice. Nous voulons parler des projets de loi sur *Le contrat collectif du travail*, *L'Arbitrage obligatoire* et *La Capacité commerciale des Syndicats*.

Les syndiqués conscients savent le cas que doit faire la classe ouvrière de ces belles lois, si elle ne veut voir briser en ses mains le puissant outil d'émancipation que pourrait être le syndicat. Le *Travailleur du Bâtiment*, *La Voix du Peuple*, *Vérités* (organe de l'Union des syndicats du Havre), d'autres journaux ouvriers encore ont mis les travailleurs en garde contre les intentions des renégats.

Pour l'agitation à mener contre ces projets, les camarades consulteront avec fruit les articles ci-après :

Jamais nous n'avons vu tant de lois et de projets de lois pour « favoriser » la classe ouvrière.

Le 7 décembre dernier, le Parlement vote une loi sur le paiement des salaires.

Le 17 mars, M. Viviani, ministre du travail, faisait voter par la Chambre une loi sur la suppression du marchandage ; avant la séparation, la Chambre vote à la hâte les lois sur les retraites ouvrières.

Aujourd'hui on examine une loi sur le *contrat collectif du travail*, une loi sur *l'Arbitrage obligatoire*, et enfin une autre loi sur la *capacité commerciale des syndicats*. « Modification à la loi de 1884 sur les syndicats. »

Il nous suffirait d'invoquer la faveur et l'enthousiasme que reçoivent ces projets de loi de la part du patronat et des journalistes à leur solde, pour justifier notre méfiance.

Mais nous ne nous contentons pas de ce seul argument, nous voulons examiner de plus près et prendre leurs déclarations et leurs écrits pour étaler la vérité que cachent les nombreux traquenards qui composent les lois dites « ouvrières ».

M. Viviani vient de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi composé de 11 articles établissant le *contrat collectif*, ce qui signifie qu'un patron, sans représentant ou une compagnie peuvent passer une convention avec les représentants ou le *syndicat professionnel* de son industrie et, qu'une fois établie, patrons et ouvriers seraient tenus de s'y conformer sous peine de pénalités prévues par la loi.

Cependant, les ouvriers respectent-ils ce contrat établi selon leur volonté et garanti par la seule signature du représentant du syndicat ? Ne surviendrait-il pas en cours de route un cas fortuit qui jetterait une perturbation et qui nécessiterait une rupture du contrat, parce qu'il y aura ce cas imprévu ? Les patrons de leur côté le respectent-ils aussi ? N'y aurait-il pas la concurrence et les calamités qui viendraient porter obstacle ? Oui, et c'est précisément la raison pour laquelle nos ministres, agissant en parfaits juristes, déposent en même temps une loi sur *l'Arbitrage obligatoire* qui contraindra tout ouvrier ou patron qui entrera en conflit, d'y faire appel et de se soumettre à la décision prise par ce *tribunal d'Arbitrage*.

Cette loi fonctionne déjà en Australie, dans la *Nouvelle-Zélande*. Nous pouvons donc connaître les effets de cette loi et en tirer un enseignement.

Il y a d'ailleurs, les mineurs de la Nouvelle-Zélande s'opposèrent par la grève à certaines conditions de travail imposées par le patronat, ce qui est contraire à la loi, puisqu'ils se trouvaient sous un jugement du *tribunal arbitral*.

Ce tribunal imposa une amende au Syndicat des Ouvriers Mineurs ; celle-ci ne fut pas payée ; c'est alors que les agents du fisc saisirent le mobilier des ouvriers pour payer au patronat des dommages-intérêts et à la justice (c'est-à-dire à ce tribunal arbitral) les frais du procès.

Un autre cas : les boulangers de la même ville, constitués en un puissant syndicat, voulaient établir une convention limitant la journée de travail à 8 heures ; soumise au *tribunal arbitral* ce dernier la refusa. Ils patientèrent encore trois années, puis ils essayèrent une seconde fois ; nouveau refus de la part du *tribunal arbitral*, cette fois ils ne purent résister, ils déclarèrent la grève.

Quelques jours après, un huissier se présenta au syndicat et remit une assignation au secrétaire et aux administrateurs, leur réclamant 100 livres sterling (2.500 fr.) à chacun pour avoir participé à cette grève.

Devant de tels exemples, n'avons-nous pas raison de nous méfier ? Que devient le droit de grève proclamé par tous les Briand-Clemenceaux ?

Le but à atteindre pour nos dirigeants, c'est l'annéantissement de l'action syndicale. Un bourgeois, juriste en herbe s'en explique clairement dans un livre qu'il vient d'écrire à la librairie Giard et Brière, c'est un certain Monsieur Charles Franck, docteur en droit, qui, à la page 305 de son volume s'exprime ainsi :

« Après vingt-cinq ans d'un régime de

liberté (sic) les syndicats n'ont pas répondu à l'espoir de ceux qui ont voulu les fonder ; il est temps de se préoccuper de la réalité. »

« Nous ne combattons pas le syndicalisme ; nous ne demandons pas l'abrogation de la loi de 1884, mais nous estimons qu'il est utile de prendre des mesures de précaution. Il faut interdire aux syndicats toute action autre que celles strictement délimitées par la loi. Il faut les rendre civilement responsables des actes qu'ils commettent. Les autoriser à posséder et frapper à la caisse, tel nous semble être le seul remède. »

On ne peut avoir plus de cynisme ! Il faut donc ajouter à ces lois la troisième qui forme la *garantie* destinée à se soumettre aux autres ; elle constitue la base où reposeront les deux autres.

Cette loi c'est la *capacité commerciale* ; chaque syndicat pourra posséder meubles et immeubles, faire du commerce, exploiter ses semblables, enfin constituer une forte caisse afin que, le syndicat ayant commis une infraction à l'une ou l'autre des lois, il soit permis au patron de soustraire de la caisse syndicale la somme perdue par lui des suites d'une violation de contrat de la part de ses ouvriers.

Voici du reste l'article 9 du projet de loi déposé par le Ministre du Travail, M. Viviani :

« Art. 9. — Les syndicats professionnels ou les individus liés par la convention collective sont passibles, en cas de violation des engagements contractés par eux, de dommages-intérêts qui peuvent leur être réclamés. »

C'est clair, c'est précis ! Les syndicats seront responsables des violations de contrats de la part des ouvriers qui auront confié leurs intérêts aux syndicats et qui, pour des raisons qu'on ne peut toujours prévoir ou par une mauvaise rédaction du contrat se seront mis en grève pour faire valoir leurs revendications.

C'est donc une violation du droit de grève, c'est l'étranglement de l'action syndicale. C'est enfin l'annéantissement du syndicalisme.

Les syndiqués ne doivent pas négliger ces trois projets de lois qui vont venir en discussion devant le Parlement et qui sont le plus bel ornement de la République bourgeoise.

G. ROME.

Ce sont ces lois en projet que, dans sa déclaration du 9 juin 1910, notre célèbre renégat Briand qualifiait de « charte d'organisation générale du travail ».

Dans la bouche de l'homme qui a renié tout son passé, cet ensemble de dispositions législatives ne signifie pas autre chose qu'un piège dans lequel viendraient bêtement se faire prendre nos syndicats.

Voyons tout d'abord le contrat collectif.

Contrat collectif

Point n'est besoin de dire que nous ne pouvons pas être contre le contrat collectif proprement dit, puisque, tous les jours, nous luttons dans nos syndicats, par la mise à l'index, par la grève, durant des semaines, des mois entiers même, pour arracher à nos patrons de nouvelles conditions de travail que viennent approuver leurs signatures et les nôtres. Nous nous démenons pour que soient augmentés nos salaires, réduites nos heures de travail, et le conflit dure aussi longtemps que possible, tant que notre employeur n'a pas acquiescé à nos desiderata, d'où contrat.

Le contrat, en effet, devient de plus en plus un des éléments de notre vie économique et, comme le dit avec raison M. Villamin :

« ... Le contrat collectif implique l'existence d'une organisation collective des forces ouvrières et patronales. »

Ainsi donc, où il n'existe pas d'organisation ouvrière puissante, il ne peut y avoir contrat collectif, puisque c'est, au contraire, le patron qui impose sa volonté, qu'il nous présente sous forme de règlement d'atelier, de chantier, autrement dit son contrat est *unilatéral*.

Nous sommes donc pour le contrat qui oblige la constitution d'un syndicat ouvrier puissant, mais nous sommes aussi contre le semblant de contrat dont certains petits syndicats abusent en acceptant quantité de clauses qui servent davantage les intérêts du patron que l'absence de tout contrat.

Mais pourquoi donc M. Viviani a-t-il fait signer par le président de la République son projet de loi sur le contrat collectif ? Nos gouvernements manquaient-ils d'articles dans leur Code civil ?

Le vieux Code Napoléon avait prévu déjà le contrat entre particuliers ou associations de particuliers et, pour preuve, il existe des contrats entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers qui sont applicables à toute la corporation, dont les conseillers prud'hommes et les juges de paix se servent et considèrent comme une modification indiscutable aux usages locaux.

Il faut donc chercher ailleurs la cause qui a fait agir nos ministres, qui sont, on ne saurait trop le répéter, les domestiques grassement récompensés du patronat et de la classe bourgeoise.

Ecoutez, pour nous convaincre, M. Gallotti, de la Fédération centrale des Entrepreneurs, critiquant, dans son rapport annuel, ceux de ses collègues qui n'ont pas

encore compris les bienfaits du syndicat patronal :

« Ceux qui parlent ainsi n'ont pour excuse que leur ignorance ; s'ils pouvaient parcourir nos travaux depuis douze ou quinze ans, comparer ce que nous étions alors, inconnus, dédaignés, à peine écoutés, et ce que sont devenus aujourd'hui nos syndicats et nos fédérations dont les solennités prennent un caractère quasi-officiel par la présence des membres du gouvernement qui tiennent à honneur de les présider ; s'ils pouvaient connaître les rapports entretenus avec les pouvoirs publics, être les témoins de la considération témoignée à nos présidents, voir comment ils sont écoutés — et les résultats obtenus, cette année (1909) sont là pour les confirmer — ils ouvriraient les yeux et viendraient à nous. »

Comprenez-vous, maintenant, camarades, que nos ministres, qui « tiennent à honneur » de présider les congrès et les banquets patronaux, aient été à ce point gentils et reconnaissants en fabriquant une loi sur le contrat collectif qui dit :

« Art. 9. — Les syndicats liés par la convention collective sont passibles, en cas de violation des engagements contractés par eux, de dommages-intérêts. »

Le Code civil ne parlait pas de nos syndicats ouvriers, il fallait donc revoir et corriger ses articles et puis aussi, si on arrivait à faire avaler à *populo* que les trois pièges de lois patronales étaient la « charte d'organisation générale du travail », on ferait du contrat une assurance patronale contre la grève. Par une longue durée de la convention collective, on arrêterait l'élan des revendications ouvrières. Le patron pouvant par avance calculer les bénéfices à réaliser sur l'exploitation ouvrière et sur le sabotage du travail, en rasant sur la qualité ou la quantité des matières premières, n'aurait plus les soucis de l'heure présente...

Capacité commerciale

Mais, pour ruiner et détruire nos organisations, qui n'ont que les cotisations des adhérents comme ressources, il fallait les attirer plus encore dans l'engrenage capitaliste, tout en feignant de leur porter estime. C'est à ces fins que l'on va nous doter de force de la capacité commerciale.

Nos syndicats pourraient donc se lancer dans le commerce, l'entreprise, la sous-entreprise surtout, si chère à M. Villamin, du Bâtiment.

Nos syndiqués, dont un trop grand nombre encore méconnaît la force syndicale, la solidarité dans les conflits pour le relèvement des salaires, la réduction de la journée de travail, deviendraient tous tâcherons. Les collectivités ouvrières, nouvelles formes du tâcheronnat, se multiplieraient à l'infini. La course aux travaux, la course aux rabais au rabais libre cours. Nous abandonnerions notre idéal communiste ; notre C.G.T. révolutionnaire serait brisée ; mais nos patrons pourraient se faire octroyer par leurs tribunaux des dommages-intérêts dans le cas où nous ne serions pas bien sages et que nous oserions enfreindre certaines clauses du contrat collectif, qui, avec la « charte » nouvelle, nous seraient imposées, dans bien des cas, le couteau sur la gorge.

Arbitrage obligatoire

Ça, c'est le dada de M. Millerand. C'est le droit de grève supprimé, la puissance capitaliste portant l'arbitraire à son apogée et faisant du salarier le pire des esclaves. L'arbitrage obligatoire viendrait tout naturellement étayer le contrat collectif — nouvelle forme — et faire qu'il ne pourrait presque plus être dénoncé. Ce serait pour ainsi dire l'éternelle reconduction, le contrat dont on ne pourrait prévoir la fin. L'arbitrage facultatif donnant déjà des résultats détestables, on peut préjuger ce que donnerait l'autre.

Concluons donc que la « charte d'organisation générale du travail » : contrat collectif nouvelle forme, capacité commerciale et arbitrage obligatoire, est une véritable arme de guerre que la bourgeoisie voudrait se forger contre nous, avec l'approbation des faibles ouvriers ignorantes.

A nous donc de continuer notre propagande, de dénoncer la supercherie, de la crier bien haut, afin que notre classe ouvrière, évitant le piège grossier, comprenne enfin toute la haine que lui porte la classe patronale et gouvernante.

J. RANTY.

Jusqu'à Basly lui-même, qui, dit le *Socialisme*, grâce à ses relations avec les syndicats miniers internationaux, a la perception nette du danger.

Pour l'arbitrage obligatoire, projet chéri de Millerand, voici ce qu'il écrit :

« L'International Socialist de Sidney nous en apprend de belles sur l'arbitrage obligatoire voté sans réflexion. Le militant Peter Bowring, coupable d'avoir organisé une grève contre la volonté des arbitres, a été condamné à deux ans et demi de travaux forcés. D'autres condamnations à dix-huit mois de travaux forcés ont été prononcées contre huit autres militants ouvriers. »

Et le Basly de Decazeville ajoute : « Quand une armée veut emporter une citadelle, on fait mettre sac à terre aux bataillons impatients. L'armée prolétarienne, légère et disciplinée, sera bientôt prête. Devons-nous alourdir sa marche par de nouvelles charges ? »

Des militants comme Rome et Ranty l'ont montré : la marche en avant du prolétariat serait plus qu'alourdie ; il accepterait les lois en question, elle serait arrêtée.

Le syndicat ne vaut que comme instrument de lutte, de révolte ouvrière ; si cette révolte devient impossible à quoi bon se grouper ?

La révolte rend seule l'homme fier et libre. C'est pourquoi nous soutiendrons de toutes nos forces les travailleurs qui veulent laisser, ou mieux accroître toujours plus la valeur émulative du syndicat.

Le Neo-Malthusianisme Facteur de Civilisation

Que signifie cette diminution de la natalité et quelles en seront les conséquences ? Les anthropo-sociologues se plaisent à y voir un mal inhérent à la race — non à la prétendue race latine. — puisque la natalité reste élevée en Espagne et en Italie ; mais depuis qu'on a constaté qu'elle diminue encore plus rapidement chez les Anglo-Saxons de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de l'Australie, il faut convenir que si la France dégénère parce que sa natalité décroît, tous les Anglo-Saxons s'acheminent à une dégénérescence identique.

La vérité, c'est que la diminution des naissances correspond à une certaine phase de l'évolution des sociétés, phase qui me paraît en progrès sur les précédentes ; la France a précédé les autres nations dans la manifestation démographique, parce qu'elle leur a ouvert la voie de la civilisation. Celui qui parle de la dégénérescence française déraisonne donc et ne mérite aucune créance ; ou il ignore l'histoire et les conditions actuelles du pays, ou il ne sait pas apprécier les phénomènes qui marquent un recul ou un progrès, ou bien, entraîné par une passion politique et des préjugés ethniques, il calomnie à son insu celle qui fut et qui reste une grande nation, un phare de civilisation et de liberté.

Napoleone Colajanni.

(Latins et Anglo-Saxons, races supérieures et races inférieures. Paris, Alcan, 1905.)

BIBLIOGRAPHIE

Emile Pouget. — *Le Sabotage*, un volume de 70 pages, 0 fr. 60.

Bibliothèque du « Mouvement prolétarien », chez Marcel Rivière et Cie, éditeurs, 31, rue Jacob, Paris.

Dans cette étude — dont l'actualité est incontestable, car il est de plus en plus question, dans tous les milieux, de sabotage, l'auteur expose les origines du sabotage et en montre les raisons économiques.

Après avoir prouvé que le sabotage est l'essence de la société actuelle, il établit la différence qu'il y a entre le sabotage capitaliste et le sabotage ouvrier ; le premier faisant œuvre de mort, le second œuvre de vie.

Avec des exemples à l'appui, l'auteur démontre ensuite que le sabotage — moyen de défense prolétarienne contre le patronat, — n'est pas dirigé contre les consommateurs qui, souvent même, se trouvent en bénéfice.

Le Sabotage est une étude que tous ceux que les problèmes économiques passionnent liront avec intérêt et profit.

A. Lanzillo. — *Le Mouvement Ouvrier en Italie*. (Traduction par S. Piroddi.)

In-16, 61 pages, tome XII, de la Bibliothèque du « Mouvement prolétarien », Marcel Rivière et Cie, éditeurs, 31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoît, Paris ; 0 fr. 60.

Le socialisme italien est beaucoup plus difficile à comprendre que celui des autres pays. Les populations agricoles ont un sentiment profond de la guerre civile et elles s'engagent dans d'énormes conflits qui seraient impossibles ailleurs. D'autre part, il existe en Italie de vieilles traditions qui ont donné au coopératisme une si grande importance qu'on peut se demander si la production coopérative ne va pas devenir une forme caractéristique de l'économie italienne. Le parti socialiste, obligé d'évoluer entre deux grandes forces qu'il ne comprend pas bien, donne l'exemple du plus extraordinaire désordre intellectuel. Presque tous les écrivains socialistes actuels sont extrêmement découragés : A. Lanzillo pense qu'il serait désirable de voir se former un groupe de militants qui travailleraient à éclairer les ouvriers sur la véritable nature des phénomènes sociaux qui se produisent aujourd'hui ; les doctrines enseignées jusqu'ici s'appliquent si mal aux faits qu'elles ne servent qu'à tout embrouiller et les politiciens profitent de la confusion qui existe dans les esprits pour entraîner les classes ouvrières à faire dépendre tout leur avenir des combinaisons parlementaires.

De la librairie Stock ?

Le tome I^{er} des *Œuvres* de Ernest Cœurderoy (*Jours d'Exil*, 1849-1851), un volume, 3 fr. 50.

Dans cet ouvrage, présenté par Max Nettlau, c'est à chaque page, en un langage admirable, l'amour de la liberté, la révolte contre la société établie, et une audace de pensée qui anticipe et souvent dépasse nos conceptions les plus modernes. Ainsi Cœurderoy, le poète, complète Proudhon et Bakounine.

La Société Nouvelle, revue internationale paraissant tous les mois. Sommaire du numéro d'octobre : Opinions sur la morale et la religion, H. Bonnet. Gustave Flaubert, H. Guyot. Le problème de la dépopulation, docteur R. de Villeneuve. Le Moulin (vers), Philéas Lebesgue, etc. Chronique de Paris, des Arts ; Les Livres, etc.

Un numéro : un franc ; prix de l'abonnement : 13 fr. 50. Bureaux : 11, rue Chisouré, Mons (Belgique).

LES MARTYRS DE CHICAGO (1887)

Une brochure, avec portraits de Spies, Lingg, Fischer, Engel, Parsons, Fielden, Schwab et Neefe. L'exemplaire, 5 centimes. Le cent, 3 fr. 50, franco.

POUR LE Syndicalisme libertaire

En avant pour le syndicalisme libertaire, semble dire Silvaire dans le numéro du 6 courant du *Libertaire*. Soit. Les camarades du groupe de Pantin sont de chauds partisans d'un tel syndicalisme et ne demandent pas mieux que de reprendre cette idée ; ils engagent les camarades des groupements de Paris et de la banlieue partisans de ce mode de groupement exposé par divers camarades à donner leur avis sans plus tarder, afin de savoir s'il y a possibilité d'entente.

Ils croient non seulement en avant pour le syndicalisme libertaire, mais à bas le syndicalisme électoral, avec ses pontifes et ronds-de-cuir. Ils considèrent le fonctionnaire perpétuel comme le député défendant son siège, les mêmes moyens employés par le fonctionnaire pour conserver son poste (combinaisons, exclusions de gêneurs, calomnies) se retrouvant dans le syndicat. Ainsi se trouvent perpétuées toutes les tares — et les pires — du parlementarisme.

Soyons donc pratiques et, sans plus attendre, que chacun propose dans son syndicat les principes suivants :

Considérant que toute organisation ouvrière est ou doit être une organisation de combat, une école où tous les travailleurs doivent apprendre à se diriger eux-mêmes. Que le But à atteindre soit la suppression du salariat et du patronat, l'exploitation de l'homme par l'homme.

Considérant qu'il est urgent de combattre l'immobilité qui, de différentes manières, arrive à s'implanter dans l'organisation syndicale, d'annihiler l'arrivisme qui découle souvent de cette situation et engendre, au sein des organisations, des luttes, des scissions qui leur sont toujours préjudiciables, par le découragement ou l'indifférence qu'elles produisent sur une partie des syndiqués.

Considérant qu'il est indispensable que les camarades puissent se renouveler souvent et régulièrement à la tête des organisations, afin d'en bien saisir le maniement, de pouvoir s'initier aux luttes, aux initiatives, aux responsabilités que ces fonctions comportent ; que cela ne soit pas le fait de quelques-uns, mais du plus grand nombre possible ; qu'enfin l'on peut être bon militant sans pour cela être toujours à la tête.

Considérant qu'à la perpétuité des fonctions un mal tout aussi grave lui est lié : le cumul des mandats, que ce cumul existe grâce à l'apathie des conseils syndicaux et fait des fonctionnaires syndicaux inamovibles de véritables dirigeants du mouvement ouvrier, des hommes indispensables ; que cette centralisation, en quelques mains, des délégations arrive à faire de ces camarades de véritables chefs tuant l'initiative des

syndiqués en se substituant ainsi à la souveraineté des assemblées générales.

Pour ces raisons

L'assemblée générale du... adopte les principes suivants :

ARTICLE PREMIER

Les titulaires des fonctions syndicales sont de simples, enregistrés des décisions des assemblées générales ; des comptables moraux.

Tout fonctionnaire ayant exercé une fonction quelconque pendant la durée déterminée par les présentes modifications sera non rééligible pendant les deux années qui suivent la remise de ses fonctions.

ART. 2

Le cumul des délégations est supprimé ; chaque mandat doit avoir un délégué différent : ainsi est multiplié et facilité le contrôle.

Les délégués aux Congrès fédéraux et confédéraux ne devront pas prendre l'initiative de vœux ou propositions à soumettre auxdits Congrès. Ces vœux ou propositions devront être adoptés par l'assemblée générale qui aura à limiter les mandats et surtout à les bien déterminer.

ART. 3

Le Conseil syndical est élu pour un an et les membres en sont non rééligibles pendant deux ans, sauf deux membres qui resteront à titre de conseillers pour initier les nouveaux membres à la vie syndicale.

ART. 4

Les délégués aux Bourses, Fédérations, Unions de Syndicats, Confédération s'inspirent des présentes modifications statutaires et s'engagent à les défendre et faire adopter au sein desdites assemblées.

Les objections

Peu sérieuses sont les objections ; une seule paraît logique : celle qui vise les fonctionnaires ayant passé plusieurs années à la tête du syndicat et dominant pour cause l'impossibilité ou la difficulté qu'ont ces camarades à trouver du travail chez les patrons qu'ils ont dû combattre et qui, par ce fait, seraient sacrifiés pour avoir défendu la cause des exploités. Cette objection n'a pas de valeur à l'analyse.

Présentement, la grève de solidarité rappelle à de meilleurs sentiments le patronat et lui impose le camarade ayant droit au travail. Les milieux libres, employés par quelques syndicats, les coopératives, donnent souvent travail et abri aux camarades traqués.

Enfin, si le fonctionnaire, au lieu d'être le principal responsable du mouvement corporatif, est ce qu'il doit être : le simple centralisateur des assemblées générales, l'objection tombe presque d'elle-même.

N'oublions pas que la corruption guette à chaque pas le chef, dans l'idée qu'avec le chef on possède les soldats ; n'oublions pas non plus les coteries électrolaires, les coteries occultes, les chevaliers du triangle et leur néfaste besogne dans la grève des postiers et, dernièrement, dans celle des chemins de fer !

Une besogne de salubrité s'impose. En avant pour le syndicalisme libertaire ! Au virus autoritaire du syndicalisme électoral, substitutions, après mesures prophylactiques, le ferment libertaire !

Le Groupe de Pantin-Aubervilliers.

P.-S. — Une fédération est en voie de formation. Une réunion aura lieu dimanche 13 novembre, à 2 heures, salle Fabien, 70, rue des Archives. Donc, à l'œuvre, et que tous les camarades soient présents.

ÉPILOGUE

Voici la conclusion de la remarquable étude de Griffuelhes sur la grève des cheminots à laquelle nous faisons allusion d'autre part :

La marche défectueuse de la grève n'est due, en aucune façon, aux mesures gouvernementales ni à l'attitude de la presse ; elle n'est pas due à la mobilisation des cheminots ; elle est due entièrement à son insuffisante préparation, à son défaut d'organisation.

En avril dernier, le syndicat des cheminots de fer opère une épuratoire ; mais elle est incomplète. Il s'est débarrassé de l'homme du gouvernement ; il a gardé l'homme du parti politique, des parlementaires. Après comme avant, le syndicat possède un régiment hier il fallait placer sous l'œil du pouvoir l'activité du syndicat ; aujourd'hui il faut ramener au « parti » tout le bénéfice moral des avantages que procurera l'agitation entamée. Dans l'un et l'autre cas, il n'y aura pas lutte autonome, indépendante, engagée avec la seule préoccupation d'assurer aux salariés de la voie ferrée des conquêtes durables.

En réalité, dans l'action qui s'est poursuivie ces temps derniers, il y avait lutte par le jeu des intrigues, à l'insu des intéressés, entre deux influences soucieuses d'exercer une mainmise sur les cheminots ; il n'y avait pas lutte entre des compagnies exploitantes et le personnel de ces compagnies. Avec la lutte entre exploitants et exploités, le centre des opérations fut resté au siège de l'organisation et au siège central occulte des compagnies. A la vérité, les personnages aux prises étaient les dirigeants et les parlementaires socialistes ; les revendications des cheminots s'effaçaient en présence des appétits des uns, d'une part, et des ambitions des autres, d'autre part.

Au lieu de marcher de l'avant, le comité recula, prépara une scène et s'échoua dans les bureaux de l'Humanité. Si ce n'étaient les circonstances, ce serait comique.

Pour nous, il ne saurait y avoir de doute. Les mesures gouvernementales se sont greffées sur les points faibles du conflit et en ont précipité la fin. Elles n'ont eu que ce résultat. Et cela nous réjouit. Cette constatation nous montre qu'avec une expérience faisant hier défaut, la grève générale des cheminots est possible. Le désamorçage, l'affaiblissement engendrés par l'arrêt de deux réseaux témoignent de la valeur conquérante d'une lutte comprenant tous les réseaux.

Qu'on se le dise ! Si le mouvement avait été général, rien n'aurait plus rétabli un service totalement immobilisé et rien n'aurait pu donner l'assurance aux compagnies désarmées. La capitulation était de ri-

PARIAS

A l'Ecole Maternelle

VII

Avec les portes des casernes, celles des écoles se sont ouvertes. Après s'être consciencieusement roulés, pendant deux mois, sur l'herbe des fortifs, les petits Bosselet ont repris ce matin leur vieille gibecière et leur léger panier. Plus dépennés que jamais, ils se sont dirigés vers l'école.

Ils croisent sur la route d'autres gamins. Les uns musardent devant les kiosques de journaux ; d'autres se hâtent, soucieux déjà de gagner les faveurs du maître et d'obtenir beaucoup de bons points. A l'angle d'une rue apparaît, conduit, traîné plutôt, par la main, un marmot qui se débat et hurle : « J'veux pas aller à l'école ».

Faut pas t'frapper, vieux, dit narquoisement un Bosselet, tu t'y feras, va !

A la maternelle, c'est le désordre habituel des rentrées. Puis, il y a une nouvelle directrice. L'adjointe s'empresse et s'affaire, reçoit des nouveaux les cartes de la mairie, nomme les anciens à sa supérieure, puis les envoie aux femmes de service qui les revêtent de la tenue de l'école et les font asseoir.

Les Bosselet entrent en bon ordre, poussant devant eux une nouvelle recrue, leur petite sœur, qui est maintenant trop vieille pour la crèche. Elle a deux ans !

L'adjointe d'un simple mot les présente à la directrice. « Voilà les Bosselet ». Ils se succèdent depuis tant d'années sur

les bancs de la Maternelle que tout commentaire semble en effet superflu !

Mme la Directrice pousse une exclamation. « Dieu ! qu'ils sont sales ! » Les Bosselet ne sourcilent pas. On leur a dit tant de fois qu'ils étaient sales ! Parfois, on ajoute aussi qu'ils sont laids. Eh bien, ils sont laids et sales, c'est entendu !

— C'est une honte d'envoyer un si petit enfant à l'école, continue la directrice, en désignant le bébé de deux ans qui se cramponne au tablier de son frère. Qu'allons-nous faire de ces bébés qui ne savent pas même parler !

Et il y en a un certain nombre qui ont juste deux ans ! Pauvres petits êtres qui se tiennent à peine sur leurs jambes, à qui l'on va apprendre à marcher au pas, en belle ligne serrée, comme des soldats ! On va leur apprendre à causer, à jouer au commandement... à obéir.

Sans doute, les bonnes volontés ne manquent pas à la Maternelle, et les institutrices font de leur mieux pour être avant tout des mamans ; mais « ils sont trop ».

On s'attriste de ne pas voir près de ces petits êtres à peine sevrés une maman attentive à protéger leurs premiers pas et à seconder l'éveil charmant de leur intelligence. Mais les mères sont parties dès le matin à l'usine ; certaines, comme la Bosselet, sont marchandes au panier, d'autres font des ménages. Toutes travaillent pour qu'il y ait un peu moins de misère à la maison, et parce que le salaire du père est toujours dérisoire pour les charges qui lui incombent.

Sans doute, faudrait-il que les pauvres eussent moins d'enfants ! Qui le leur

criera assez fort ? On leur a dit depuis toujours : « Ayez des fils, si vous voulez que votre pays prospère ». Et pour ceux qui pouvaient encore espérer en une Providence, d'autres ajoutaient pour mieux les duper : « Dieu bénit les nombreuses familles ». Ils ont eu des enfants, par ignorance. Pauvres petits parias, nés, on ne sait pourquoi. Jusqu'à hier, c'était la crèche et le lait municipal ; aujourd'hui, c'est la Maternelle ; demain, la grande école, après l'atelier, et puis ensuite, le régiment, et vous aurez appris pour toujours à obéir !

Mme la Directrice a communiqué à ses adjointes les nouveaux règlements. Il faut beaucoup de diversion aux enfants, et certes, ceux-ci n'auront pas le temps de se lasser des exercices qu'on leur fera faire. Pauvres enfants ! et aussi, pauvres adjointes, chargées d'observer un tel emploi du temps !

Un jour de la semaine pris au hasard montre le souci qu'on a à la direction de l'enseignement de ne pas faire perdre une minute à des bébés de 2 à 6 ans !

Lundi :
9 h. 1/2 à 10 h. — Récréation.
10 h. à 10 h. 10. — Chant.
10 h. 10 à 10 h. 20. — Causerie.
10 h. 20 à 10 h. 30. — Mouvements divers.

10 h. 30 à 10 h. 40. — Langage.
10 h. 40 à 10 h. 50. — Jeu dirigé.
10 h. 50 à 10 h. 60. — Cabinets (!)
11 h. à midi. — Déjeuner.

Ce système offre de curieux inconvénients.

Lorsque, par exemple, une adjointe distribue crayons et ardoises à une soixantaine d'enfants, il lui faut, sans arrêt,

reprendre la première ardoise distribuée, après avoir donné la dernière, si elle ne veut pas empiéter sur les 10 minutes de l'exercice suivant ! Et la Directrice tient à ce que l'on observe l'emploi du temps ! Il importe qu'elle ne se mette pas en désaccord avec l'Ad-mi-nis-tration.

Il y a, allouée à la Directrice, une certaine somme pour achat de jouets et frais divers. Mais conçoit-on que les enfants (ça ne respecte rien) ont détruit, mis en pièces, en un rien de temps, les poupées de carton d'un sou qu'on leur confie, à de certains jours !

Mme la Directrice a sévèrement conseillé à ses adjointes de réprimer cet esprit de destruction, et, comme elle ne veut pas « en mettre de sa poche », elle informe qu'elle n'achètera pas d'autres jouets. Ces dames amuseront les enfants comme elles l'entendront...

Une adjointe a imaginé d'attacher des ficelles à de vieilles boîtes et de les faire traîner dans la cour. Cela a eu un succès fou. Beaucoup de ces malheureux petits ne connaissent pas d'autres jouets que les vieilles boîtes à conserves que l'on fait rouler à coups de soulier pour faire du tapage. Des boîtes qu'on traîne avec une ficelle, c'est charmant ! On s'imagine qu'on est une automobile, un fiacre, un aéroplane même !...

Mais c'est l'heure du jeu dirigé, les boîtes qu'on traînait librement tout à l'heure vont devenir par ordre de petits chemins de fer, qu'il va falloir aligner et pousser au commandement.

Oh ! la maussade expression de ces petits visages ennuyés. Ils joueraient bien encore au chemin de fer, eux tout seuls,

si on ne le leur avait pas dit de le faire... mais c'est forcé maintenant ! Et le jeu obligatoire... ce n'est plus ça du tout...

Le règlement n'a rien à voir avec le beau temps. Depuis ce matin, le soleil brille, l'air est doux. Malgré cela, les exercices se succèdent, de dix en dix minutes, avec une désespérante régularité. Comme il serait plus simple, plus humain aussi, de mener bien vite ce petit monde à l'air libre et au soleil ! Beaucoup de ces enfants vont rentrer ce soir dans des bouges où il fait toujours sombre. Que ne les laisse-t-on ici, du moins, s'ébattre, courir et jouer, toute la journée, puisqu'il fait beau. Le règlement a décrété qu'il fallait en ce moment tracer des bâtons sur une ardoise, et l'on s'y efforce tant bien que mal.

L'heure de jouer sonne enfin. Instants trop rapides, hélas ! car bientôt l'institutrice, de son geste habituel, porte à ses lèvres le sifflet pour rassembler tout son troupeau. Mais quelqu'un l'a tirée par sa robe. Etonnée, elle se retourne ; c'est un tout petit qui supplie : « Pas encore, Madame, y a du bon soleil ! »

L'heure est déjà passée. Qu'importe s'il fait beau et si ces enfants ont plus besoin, pour l'instant, de s'ébattre que d'apprendre à lire.

L'institutrice, à regret, donne le signal, et l'on rentre.

La petite voix murmure encore, avec reproche : « Y a du bon soleil » ; puis se fait. Soixante voix pointues, sur un autre signal, viennent d'entonner le chant :

Conduit par le tambour sonore
Il porte fièrement le drapeau...

Renée Dorient.

